

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 6 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11 octobre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARC D'ENERGIES RENOUVELABLES CATALAN (EDF)

Centre des Affaires Wilson Quai Ouest
35 bld de Verdun
34500 Béziers

Références : UID11/66-C3-2024-076
Code AIOT : 0006605433

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 octobre 2023 dans l'établissement PARC D'ENERGIES RENOUVELABLES CATALAN à Pézilla-la-Rivière (66370). L'inspection a été annoncée le 25 septembre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC D'ENERGIES RENOUVELABLES CATALAN
- 66370 Pézilla-la-Rivière
- Code AIOT : 0006605433
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 35 aérogénérateurs d'une puissance totale de 96 MW) mis en service en 2015.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de la visite de 2020,
- Respect de la réglementation, notamment l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et les arrêtés préfectoraux complémentaires du 13 juillet 2012, du 24 juin 2015, du 9 juillet 2015 et du 29 juin 2018.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------|--|--|-----------------------|
| 11 | Exploitation | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20 | Mise en demeure, respect de prescription | 90 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|--|-------------------|
| 4 | Exploitation | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 | Sans objet |
| 10 | Exploitation | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-----------------------|---|-------------------|
| 1 | Généralités | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2 | Sans objet |
| 2 | Généralités | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2 | Sans objet |
| 3 | Exploitation | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 | Sans objet |
| 5 | Exploitation | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 | Sans objet |
| 6 | Exploitation | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13 | Sans objet |
| 7 | Exploitation | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 | Sans objet |
| 8 | Exploitation | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15 | Sans objet |
| 9 | Exploitation | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16 | Sans objet |
| 12 | Risques | Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 24 | Sans objet |
| 13 | Bruit | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28 | Sans objet |
| 14 | Garanties financières | Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 6-III | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas certaines dispositions réglementaires, en particulier concernant la

gestion des déchets. Il s'agit d'un constat récurrent depuis plusieurs années.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Généralités

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2 |
| Thème(s) : Autre, OREOL |
| Prescription contrôlée : I. - Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire. |
| Constats : L'exploitant a déclaré les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison, sur le site internet OREOL. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Généralités

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2 |
| Thème(s) : Autre, OREOL |
| Prescription contrôlée : II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ;- le dépôt d'un dossier au préfet pour le renouvellement de l'installation ;- la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ;- la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ;- le démarrage du chantier de démantèlement de l'installation ;- la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs. Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication. |
| Constats : L'exploitant a déclaré sur OREOL l'ensemble des informations relatives aux différentes étapes de la vie du parc. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé un suivi environnemental :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en 2016 de la première tranche du parc Ensemble Eolien Catalan comprenant 16 éoliennes sur les communes de Baixas, Calce et Villeneuve-la-Rivière, • en 2017 de la deuxième tranche du parc Ensemble Eolien Catalan comprenant 19 éoliennes sur la commune de Pézilla-la-Rivière, • en 2018 de la première tranche du parc Ensemble Eolien Catalan comprenant 16 éoliennes sur les communes de Baixas, Calce et Villeneuve-la-Rivière, • en 2019 des deux tranches du parc Ensemble Eolien Catalan comprenant 35 éoliennes sur les communes de Baixas, Calce, Pézilla-la-Rivière et Villeneuve-la-Rivière. <p>Un bridage « Chiroptères » a été mis en place en 2018. Les critères de la dernière version du bridage sont les suivants :</p> <p>- Du 15 avril au 31 octobre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vitesse de vent < 4 m/s, Pour des températures supérieures à 10 °C, • Du coucher du soleil au lever du soleil. <p>Le rapport du suivi environnemental de 2019 conclut que ce bridage est efficace.</p> <p>Ce bridage pourra être encadré par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.</p> <p>Concernant l'avifaune, le rapport de suivi de 2019 conclut que : « Malgré les effectifs d'oiseaux touchés par le parc de l'Ensemble Eolien Catalan, il paraît difficile de proposer une mesure de régulation du fait des mortalités globalement ponctuelles pouvant être considérées comme accidentelles bien que touchant une grande variété d'espèces dont certaines particulièrement remarquables. »</p> <p>Le parc ayant été mis en service en 2015, un suivi environnemental doit être réalisé en 2025. Toutefois, un suivi va être réalisé en 2024 en lieu et place de celui de 2025 afin de statuer sur l'impact du parc sur l'avifaune et la nécessité ou non de mettre en place une régulation du parc (SDA). Ce suivi sera réalisé conformément au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées (version 2018).</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental |
| Prescription contrôlée : Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. |
| Constats : Le rapport du suivi environnemental de 2019 mentionne qu'il a été réalisé selon le même protocole que ceux de 2016, 2017 et 2018. Le protocole utilisé va au-delà des dispositions du protocole de 2015. L'exploitant doit justifier que les modalités du protocole utilisé pour le suivi de 2019 est bien conforme à celles du protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées actualisé en 2018. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

N° 5 : Exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental |
| Prescription contrôlée : Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. L'exploitant a fourni les justificatifs du téléversement, en date du 17 juin 2022, des données des rapports de suivi environnemental de 2017, 2018, 2019 et 2020 dans l'outil de télé-service de « dépôt légal de données de biodiversité ». |
| Constats : L'exploitant a fourni les justificatifs du téléversement, en date du 6 juillet 2022, des données des rapports de suivi environnemental de 2016, 2017, 2018 et 2019 dans l'outil de télé-service de « dépôt légal de données de biodiversité ». |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Accès |
| Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements. |
| Constats : |

Lors de la visite, les éoliennes C1, V4, P8 et P13 et le poste de livraison étaient maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Panneaux et signalétique

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

Constats :

Le numéro des éoliennes est identique à celui déclaré dans OREOL.

Les différents panneaux et signalétiques du chemin d'accès des éoliennes C1, V4, P8 et P13 et du poste de livraison étaient présents et comportaient les informations réglementaires.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre un plan de localisation de l'ensemble des panneaux des chemins d'accès du parc.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Formation et exercices

Prescription contrôlée :

Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.
[...]

Constats :

L'exploitant a fourni les attestations de formation de son personnel de 2023.

Par ailleurs, l'exploitant a réalisé deux exercices :

- un en 2022 portant sur un feu en nacelle,
- un en 2023 portant sur l'évacuation du personnel suite à un impact foudre proche de l'éolienne.

| |
|---|
| il semble opportun que l'exploitant réalise un exercice en 2024 en lien avec les services de secours. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Entretien |
| Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit. |
| Constats : L'intérieur des aérogénérateurs C1, V4, P8 et P13 était propre et aucun matériau combustible ou inflammable n'y était entreposé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Entretien |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées. |
| Constats : Le registre est réalisé via le progiciel SAP qui permet de suivre toutes les interventions sur le parc, notamment les opérations de maintenance. L'exploitant doit mieux y formaliser les commentaires pour les défaillances et les actions correctives ou préventives réalisés. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

N° 11 : Exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Gestion déchet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. |
| Constats : Les bordereaux de suivi de déchets (BSD), générés via l'application TRACKDECHET, plateforme numérique visant à dématérialiser la traçabilité des déchets dangereux, sont bien au nom de la société EDF RENOUVELABLES CATALAN, toutefois l'adresse de collecte est celle du site de maintenance d'EDF basé à Toulouges est non celle du parc. |

Par ailleurs, dans certains BSD, l'opération, mentionnée dans la case 11, n'est pas une opération d'élimination ou de valorisation finale du déchet, par conséquent, l'exploitant ne peut pas justifier de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale.

Enfin, en cas de « rupture de traçabilité de déchet » et donc transfert de la responsabilité du producteur, l'exploitant, en tant que producteur, doit s'assurer que la société traitant les déchets est bien autorisée par arrêté préfectoral à cette rupture de traçabilité. Par conséquent, la société EDF RENOUVELABLES CATALAN en tant que producteur doit transmettre à l'inspection :
l'autorisation de la société de traitement pour la rupture de traçabilité de déchet,
le mail dont il a été destinataire l'informant du traitement avec perte de traçabilité du BSD.

L'installation collectant les déchets est le site de maintenance d'EDF basé à Toulouges. Ce site n'est pas régulièrement déclaré ou autorisé pour une activité de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées. L'exploitant a informé l'inspection qu'il comptait mettre en place des containers à déchets sur site. L'exploitant doit transmettre à l'inspection les éléments de mise en conformité de son site sur ce point avant réalisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 90 jours

N° 12 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 24

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.

Constats :

L'exploitant a fourni un rapport de contrôle de moins d'un an (13 juillet 2023) pour les extincteurs des éoliennes et du poste de livraison.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures sonores

Prescription contrôlée :

I.-L'exploitant fait vérifier la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 du présent arrêté. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du préfet, cette vérification est faite dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle. Dans le cas d'une dérogation accordée par le préfet, la conformité acoustique de l'installation doit être vérifiée au

| |
|---|
| <p>plus tard dans les 18 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>II.-Les mesures effectuées pour vérifier le respect des dispositions de l'article 26, ainsi que leur traitement, sont conformes au protocole de mesure acoustique des parcs éoliens terrestres reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les rapports de contrôle acoustique n° R170915-JG et n° R170419-JG des campagnes réalisées en 2017 mettent en évidence le respect des valeurs limites pour le parc éolien Ensemble Eolien Catalan et a permis de vérifier le respect des émergences après mise en place d'un bridage acoustique.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 14 : Garanties financières

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 6-III</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, Garanties financières</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les documents attestant la constitution du montant des garanties financières répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.</p> <p>L'exploitant adresse au préfet, avant le 25 août 2015 le document attestant la constitution du montant des garanties financières.</p> <p>Sauf dans les cas de constitution de garanties financières par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant la constitution du montant des garanties financières.</p> <p>Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni une attestation de garanties financières allant jusqu'au 24 août 2025.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |